

COMMUNIQUÉ

Résultat semestriel – Augmentation de capital

Durant les six premiers mois de l'exercice, COFITEM-COFIMUR a produit pour 32,9 M€ de contrats de crédit-bail nouveaux, essentiellement dans les secteurs traditionnels d'intervention de la société : l'hôtellerie et la restauration.

Les loyers issus du patrimoine de location simple progressent de plus de 23 % principalement en raison de la perception de loyer sur « le Strasbourg » immeuble de plus de 9 000 m² situé en face de la gare de l'Est qui accueillera le TGV en 2007, dont la restructuration s'est achevée début 2006, et sur l'immeuble de la rue de Dunkerque, loué à Gaz de France.

La capacité d'autofinancement s'est élevée au premier semestre 2006 à 33,9 M€ contre 32,2 M€ au 30 juin 2005, soit une progression de 5%.

Le résultat récurrent avant fiscalité augmente de 8,2% par rapport au premier semestre 2005. Y compris la plus-value de cession sur les titres SIIC de PARIS déagée par la société et PHRV détenue à 24 %, le résultat social après impôt s'établit à 25,7 M€ contre 9,6 M€ au 30 juin 2005 et le résultat consolidé part du groupe s'établit à 44,9 M€ contre 12,3 M€ au 30 juin 2005.

L'option pour le paiement du dividende en actions et la rémunération en titres de l'apport d'un immeuble situé à Créteil ont conduit à deux augmentations de capital successives avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006. Avec l'augmentation du capital en numéraire de 49,4 M€ les fonds propres seront portés à 197,9 M€ et le capital social à 60,6 M€. Sur l'ensemble de l'exercice et après distribution d'un dividende qui pourrait être de l'ordre de 4 € les fonds propres consolidés part du groupe, de 139 M€ au 31/12/2005, approcheront 250 M€ soit une progression de près de 80 %.

L'activité de crédit-bail de COFITEM-COFIMUR devrait être renforcée par l'apport, avant la fin de l'exercice de la branche d'activité de crédit-bail de SIIC de PARIS. La société qui tire près des deux tiers de ses revenus récurrents des secteurs de l'hôtellerie et de la restauration n'est pas liée au cycle de l'immobilier de bureaux parisien. La croissance régulière de son dividende, qui n'a jamais diminué y compris entre 1990 et 1996, paraît assurée sur le long terme.